Analyse des coûts économiques de la crise Covid-19

«ANALYSIS OF THE ECONOMIC COSTS OF THE COVID-19 CRISIS »

BENRABIA HANIFA AIDOUDI FATIMA-ZOHRA

1- **Université ALGER 3, (Algérie),** benrabia.hanifa@univ-alg3.dz

2- **Université ALGER 3, (Algérie),** aidoudi.fatimazohra@univalger3.dz

Date de réception : 10/11/2020 Date d'acceptation : 02/05/2021

Résumé :

Dans le cadre d'analyse coût- bénéfice qui constitue un modèle de rationalité pour la prise de décision publique, l'étude de la crise Covid-19 s'inscrit dans un double contexte, vu que d'un côté c'est une crise inédite avec de lourdes retombées incitant les Etats à multiplier les politiques et mesures de riposte, et de l'autre côté l'ambiguïté et l'importance du concept « coût » dans la gestion de la crise.

Ce papier est un essai d'analyse des typologies de coûts économiques de cette crise et l'évaluation de leurs montants, d'où on a conclu que malgré que le coût économique total de la crise reste inconnu, l'importance des coûts actuelles médicaux, de confinement et de relance sont loin du bénéfice que constitue la préservation des vies humaines.

Mots-clés : Covid-19 – coût médical – confinement – politique économique – relance.

الملخص:

في إطار تحليل التكلفة والعائد الذي يشكل نموذجً ا لعقلانية عند اتخاذ القرارات ذات الطابع العام ، فان دراسة ازمة كوفيد- 19 تكون في سياق مزدوج نظرا لكونها من جهة ازمة غير مسبوقة ذات تداعيات كبيرة تتطلب تدخل السلطات بسياسات و تدابير استعجالية، و من جهة اخرى مفهوم التكلفة و ما يكتنفه من غموض و اهمية في ادارة الازمة.

تعتبر هذه الورقة البحثية محاولة لتحليل انواع التكاليف الاقتصادية لهذه الازمة و تقييم المبالغ المخصصة لها ، حيث خلصت الى انه بالرغم من أن التكلفة الاقتصادية الإجمالية للأزمة لا تزال غير معروفة ، فان التكاليف سواء ما تعلق منها بالجانب الصحي او بالحجر او بالانعاش الاقتصادي

تبقى بعيدة كل البعد عن ما تمثله فائدة الحفاظ على الارواح البشرية.

الكلمات المفتاحية: كوفيد- 19 ؛ التكلفة الصحية؛ الحجر؛ السياسة الاقتصادية؛ انعاش الاقتصاد.

Introduction :

Malgré certains mécanismes communs, les crises changent de formes, selon le système socio-économique dans lequel elles s'inscrivent. Chaque nouvelle crise s'accompagne ainsi de nouveaux apports théoriques, la crise liée au Covid-19 est une crise inédite puisqu'elle a la particularité d'être une crise sanitaire au début qui aboutit aux crises économiques, financière, sociale et humanitaire. Le confinement imposé comme mesure d'urgence par la plupart des états est sans similaire dans l'histoire, conduisant à un double choc qu'aucun économiste n'aurait pu imaginer, ce qui représente une menace pour les économies dont les indicateurs sont au rouge même pour les pays les plus développés. Devant cette situation, et après la décision prise du confinement les Etats multiplient les politiques de riposte qu'implique la pandémie et qui ne sont pas sans conséquences sur les finances publiques. Dans la vie politique réelle, les décisions ne sont pas toujours prises sur la base d'une analyse rationnelle des gains et des pertes, les économistes tendent à privilégier l'ACB : analyse coût- bénéfice qui constitue un modèle de rationalité, et qui était utilisée pour approuver les investissements et les politiques, l'ACB contraint le décideur à se demander quels sont les gagnants et les perdants tant d'un point de vue spatial que temporel (PEARCE, et al., 2006, pp. 36-37)et étant donné qu'on ne peut gérer que ce qu'on peut mesurer, gérer la crise Covid-19 et prendre des décisions concernant le degré du confinement à appliquer et les politiques à suivre pour la reprise de l'activité économique nécessitent un arbitrage entre les coûts et les bénéfices de chaque choix, et vue l'importance de ces valeurs estimées par les spécialistes , le concept du coût est très récurrent et occupe une place primordiale dans la gestion de la crise, soit pour l'analyse de l'impact économique de la crise COVID-19, ainsi

que pour l'évaluation de l'efficience des politiques et décisions prises par les autorités publiques.

Comme P.Mevellec s'interroge : le coût comptable est-il une mesure ou une évaluation du réel ? les coûts seront des instruments de mesure étalonnés ou bien une construction sociale datée dans l'espace et dans le temps ...cette ambiguïté sur le statut des coûts dans l'appareillage de gestion rend leur étude délicate (LE DUFF, 1999, p. 216), d'où La problématique de ce papier :

Comment analyser et évaluer les coûts économiques engendrés par la crise COVID-19 pour sauvegarder les vies humaines ?

Cette étude est un essai d'évaluation et d'analyse des typologies des coûts économiques de la pandémie qui est problématique vue le nombre, l'incertitude et l'interaction de leurs déterminants (la prévalence de la pandémie, son incidence et sa durée). L'étude se fait à travers la structuration suivante :

- La première section traite les difficultés du concept « coûts de la crise » ;
- La deuxième section concerne les coûts médicaux de la crise ;
- La troisième section traite le confinement et ses coûts ;
- La quatrième section aborde les politiques de relance et leurs coûts ;

1- Ambiguité du concept coûts de crise COVID-19

Calculer les coûts de la crise n'est pas une opération aussi simple qu'on pourrait le penser. Les coûts d'une politique (ou d'un projet) correspondront à la somme des éléments suivants :

- Les coûts des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la politique ou du projet. Ils sont généralement appelés « coûts de mise en conformité » et sont supportés par le secteur des entreprises comme par les ménages.
- Les coûts de la réglementation, le cas échéant, c'est-à-dire les coûts imposés aux pouvoirs publics par la mise en œuvre de la politique.

- Tous les coûts des dommages, puisque les coûts des dommages évités constituent une catégorie de bénéfices dans l'ACB. (PEARCE, et al., 2006, pp. 84-85), comme P.Mevellec s'interroge :« le coût comptable est-il une mesure ou une évaluation du réel ? selon la réponse, l'approche sera fondamentalement différente. En considérant la première branche de l'alternative on est porté à la recherche des instruments de mesure étalonnés et utilisables sans précaution particulière en raison de leur neutralité par rapport au réel mesuré. Si l'on considère au contraire la seconde branche de l'alternative la question qui se pose est celle de la construction de ses propres outils en fonction des objectifs recherchés, l'outil de calcul de coût est une construction sociale datée dans l'espace et dans le temps ...cette ambiguïté sur le statut des coût dans l'appareillage de gestion rend leur étude délicate » (LE DUFF, 1999, p. 216) pour pallier cette ambigüité il faut définir les coûts dans l'espace et dans le temps ainsi le terme coût sera suivi d'un qualificatif, dans une grande partie des travaux publiés le terme « coût » apparaît sans aucun qualificatif et le lecteur en est parfois réduit à se demander s'il renvoie à des dommages, à des bénéfices ou à quelque autre type de coûts, ainsi pour évaluer l'impact économique de la crise notre étude se centre seulement sur les coûts économiques de la crise COVID19, écartant ainsi tous coûts sociale de notre étude - qu'on peut diviser selon :

- Son origine en trois groupes: médical, confinement et mesures de reprise ou relance ;
- Son rattachement au secteur d'activité : publique, privé, industrie, tourisme... ;
- Sa relation avec la pandémie ou bien sa traçabilité : coûts directes et coûts indirectes ;

- Sa réalisation dans le temps : coût à court terme immédiat, coût à moyen et long terme ;

Tableau N°01 : Traçabilité des coûts de la pandémie par secteur (quelques exemples)

	Coûts directs	Coûts indirects
Secteur privé /publique	-baisse de la valeur nette des actifs	- le manque à gagner en termes de flux de revenu
Secteur publique	- pertes directes de banques publiques -injections de fonds publiques non récupérables	- les augmentations automatiques des dépenses - l'indemnisation du chômage - Les coûts induits par la perte de production -pertes de recettes pour l'État -augmentation des allocations

Source : Les auteurs

Ainsi plusieurs constructions seront possibles selon les besoins et chaque coût peut être ainsi déterminé grâce à l'interaction de plusieurs qualificatifs, on aura par exemple les coûts médicaux à court terme, les coûts du confinement directs à court terme, les coûts directs ou indirects par secteur ...etc (voir tableau N°1).

1-1- Les coûts du secteur privé

Composés de perte de revenu des salaires et des bénéfices du secteur privé qui sont le résultat des difficultés des entreprises et des ménages qui se renforcent les unes les autres, mais le calcul des coûts pour le secteur privé n'est pas tout à fait simple : Si quelqu'un ne rembourse pas un prêt hypothécaire et que la valeur des titres adossés à des hypothèques baisse, ce n'est pas nécessairement un coût pour l'économie, la banque subit une perte, mais il se peut que la personne qui ne rembourse pas le prêt hypothécaire accroisse sa fortune nette, tant que le débiteur et le créancier sont des ressortissants du même pays, cela ne change pas la richesse nette de l'économie. C'est seulement si le débiteur est

étranger que le défaut de remboursement change la richesse nette du pays en question. (DULLIEN, 2011, p. 55)

1-2- Les coûts du secteur publique

Les gouvernements agissent directement sur le niveau d'activité économique pour tenter de limiter l'ampleur et la durée de la crise, mais d'importantes portions des plans de sauvetage des banques ne sont pas des coûts réels et définitifs pour les pouvoirs publics dans les cas suivants :

- L'accord d'une garantie à une banque qui continue ses activités sans que l'État n'ait à intervenir
- Si l'État injecte des capitaux dans des banques privées et revend ultérieurement ses parts, seule la perte nette peut être comptabilisée comme coût ;
- Si l'État vend les parts pour une somme supérieure à celle qu'il a injectée auparavant il n'y a pas de coûts, mais plutôt des bénéfices ;

Pour comptabiliser un coût publique il faut que les fonds injectés dans le système financier soient irrécupérables totalement ou partiellement par la suite, de même, si un établissement financier publique a subi des pertes, il s'agit clairement de pertes nettes pour l'État. (DULLIEN, 2011, p. 54), d'autre part les plans de relance ne peuvent pas être considérés complètement comme des coûts nets. Si l'État opte pour de nouvelles constructions publiques durant la crise comme mesure de relance, cela entraîne des dépenses mais, parallèlement, la valeur des actifs publiques augmente, là encore, tant que l'État ne débourse pas des sommes excessives et ne décide pas de constructions inutiles, par exemple des pyramides, ces dépenses ne constituent pas un coût net. En revanche, les réductions d'impôt utilisées pour stimuler les dépenses des ménages pourraient au moins être des coûts nets pour l'État; cependant, si nous nous intéressons aux coûts macroéconomiques, nous ne devons pas oublier que ces réductions d'impôt

augmentent le revenu disponible des ménages et ne sont donc pas des coûts nets pour l'économie dans son ensemble. (DULLIEN, 2011, p. 54)

1-3- Les déterminants des coûts de la crise

L'expérience des crises passées a été d'une grande utilité : elle nous a appris que la nature des mesures, leur rapidité et l'ordre dans lequel elles sont prises déterminent largement l'ampleur et le coût économique final de la crise, quant à l'importance des coûts économiques de la pandémie elle dépendra aussi de :

- **La prévalence et l'incidence de la pandémie:** La crise du COVID 19 a une forte dimension territoriale, les cas sont connus dans tous les pays, mais l'impact est inégal entre eux, biaisé en faveur de ceux qui ont un poids économique plus important et disposants de meilleurs systèmes de santé et leurs gouvernements sont de plus en plus capables de faire face à la crise, en raison de ce biais, les coûts économiques de la crise seront plus importants que si la pandémie avait touché davantage les pays pauvres et ayant un poids économique moindre.

Tableau N° 02: Propagation du Covid-19(chiffres du 13/09/ 2020)

	USA	France	Italie	Espagne	Allemagne	Brésil	Royaume-Uni
Nbre de personnes infectées	6,711,217	381,094	287,753	590,707	261,298	4,330,455	368,504
Nbre de morts	198,520	30,916	35,610	29,815	9,428	131,663	41,628

Source : https://www.worldometers.info/coronavirus/#news vu le 13/09/ 2020

En mars, six grands pays faisaient partie de ceux qui affichaient le plus de cas d'infectés, à savoir : Chine, Corée, Italie, Japon, USA et Allemagne représentent: 55% de la production et demande mondiales, 60% de la production manufacturière mondiale, et 50%d'exportations mondiales des produits manufacturiers,(KibalaKuma, 2020, p. 6) bien que l'incidence de la pandémie soit

et sera très inégale selon les régions de la planète, elle est encore inconnue et les chiffres sous-estiment le nombre réel des décès et de personnes infectées .

- **La durée de la pandémie**: ce que nous ne savons pas pour l'instant, d'où l'impossibilité de calcul des coûts totaux de la crise, si on revoit les crises antérieures, l'OCDE montrent que la reprise régionale au lendemain de la crise financière mondiale de 2008 a été longue dans les pays de l'OCDE, sept ans après le début de la crise, le PIB par habitant demeurait encore inférieur à celui enregistré auparavant dans plus de 40 % des régions de l'OCDE et de l'UE. (OCDE, 2020, p. 18), alors que la grippe espagnole de 1918-1920 dont le taux de mortalité est estimé à au moins 2%, l'un des plus élevés de l'histoire a connu trois phases couvrant une période de trois ans (GARDEAZABAL, 2020), donc plus les mesures de confinement ou protocoles seront maintenues, plus les coûts seront importants et beaucoup d'incertitude triomphe quant à l'arrivée de la seconde vague et la reprise de la vie normale .

Après l'étude de l'ambiguïté concernant la détermination et le calcul des coûts de la crise COVID-19 en générale, les sections suivantes seront consacrées à l'analyse de ces coûts classés par leurs origines : médical, confinement ou relance.

2- Les coûts médicaux de la crise

À court terme, pour limiter la propagation du virus les services de santé sont confrontés à une hausse brutale des coûts qui concernent les frais médicaux et pharmaceutiques dues à :

- L'accroissement massif de l'investissement dans le dépistage du coronavirus et dans le matériel de protection du personnel (masques, gants, blouses et visières), ainsi que l'accroissement des frais de personnel (heures supplémentaires- indemnisation pour risque- embauche de personnel médical supplémentaire), à titre d'exemple en Finlande, des calculs liminaires estiment

que celle-ci se traduira par une hausse comprise entre 10 et 20% des dépenses de prestataires de services de santé en 2020-21, en supposant que 35 % de la population soit atteinte. (OCDE, 2020, p. 13) ;

- Le traitement des personnes atteintes qui demande en plus des médicaments l'achat de respirateurs, la mise en place de nouvelles infrastructures et la création de lits hospitaliers.

Une étude de l'ICER a estimé, que pour un traitement complet au

Remdésivir, un médicament qui s'est montré efficace sur les patients les plus atteints, la compagnie Gilead pourrait facturer entre 10 $ et 600 $, si elle ne voulait que couvrir ses coûts de production, entre 1000 $ et 1600 $, pour éponger aussi les coûts de son développement cette année, ou entre 4600 $ et 5100 $ si l'on tenait compte également des coûts médicaux épargnés et des décès évités. Quelques jours plus tard, la compagnie fixait son prix aux États-Unis entre 2340 $ et 3120 $. (DESROSIERS, 2020)

- La recherche et l'industrie pharmaceutique, il s'agit des coûts de mettre au point un vaccin, de le tester, de le faire certifier et de déployer les moyens de production et de distribution capable de rejoindre des milliards de personnes, et tout cela en dix mois plutôt qu'en dix ans, au dernier décompte, on recensait 26 différents vaccins au stade des essais cliniques sur des humains et 139 autres à l'étape préclinique, les gouvernements pressés de réduire la menace qui pèse sur leur population et leurs économies, ont pris le parti à la fois d'aider financièrement la recherche de remèdes et de négocier des ententes d'approvisionnement particulières avec des compagnies qui semblent en bonne voie de réussir, les États-Unis en seraient déjà, à près de 9,5 milliards investis dans la course au vaccin et à la livraison garantie d'au moins 700 millions de doses par cinq compagnies différentes (DESROSIERS, 2020).

Le coût médicale de la crise est inévitable même pour les pays qui dispose d'un système de santé exemplaire, à titre d'exemple, la Suisse a augmenté les capacités en lits de soins intensifs rapidement de 240 en temps normal à 395, malgré sa prédisposition la crise laisse des traces financières dans les cinq hôpitaux universitaires du pays, l'ardoise pour la période de mars à juin atteint 356 millions de francs, entre pertes de recettes et frais supplémentaires, les pertes de recettes s'élèvent à 290 millions de francs et les spécifiquement liés à la pandémie à 66 millions de francs (ATS, 2020).

On ne peut clore cette analyse sans évoquer le coût d'une vie sauvé du covid-19, certains experts économiques ont évalué le coût de la prolongation de la vie d'une personne ayant survécu au Covid-19 à 10 millions de francs suisses pour un an.

Pour Arthur Jurus, ces 10 millions de francs correspondent soit au coût budgétaire du manque de préparation des autorités, soit au coût que devrait supporter une société pour préserver la vie d'une personne s'il est encore un peu tôt pour établir le coût total du Covid-19, le coronavirus aura en revanche établit le prix que les Etats sont prêts à payer pour sauver cette vie. (JURUS, 2020)

3- Coûts du confinement: « choc d'offre » et « choc de demande ».

Un élément clé de la réponse politique à la COVIDE-19 a été la mise en œuvre de restrictions sur les mouvements des personnes et l'activité économique, des études approfondies de coût/ bénéfice étaient nécessaires pour prendre cette mesure qu'est d'une portée et d'une échelle sans précédent avec de lourdes retombées économiques, mais l'absence de confinement aurait eu un effet négatif plus important selon la durée de la pandémie, une étude de l'Université de Southampton a montré que si la Chine avait introduit des mesures de quarantaine strictes trois semaines plus tôt, la diffusion mondiale de la pandémie aurait été

réduite de 95%. Ce qui revient à dire que la Chine aurait dû réagir plus vite et annuler tous les vols internationaux sortants (JURUS, 2020) donc l'inaction de la Chine a un coût à estimer. Dans une autre étude, trois économistes ont simulé – au début de la pandémie - plusieurs scénarios, sur la base d'un modèle de diffusion de l'épidémie aux USA et de son impact macroéconomique, et d'après le tableau (N°3): une politique de confinement entraînera une récession plus sévère, avec une baisse de la consommation de 22 %, mais en fixant un « prix de la vie » égal à 9,3 millions de dollars – soit le prix retenu par l'agence américaine de protection de l'environnement, on aura un gain pour la collectivité de 4 750 milliards USD, c'est presque 1/4 du PIB des Etats-Unis et surtout beaucoup plus que le coût économique d'une récession (COMBE, 2020). Bref, lutter contre la diffusion du virus par un confinement optimal n'est pas seulement une question morale, mais c'est aussi un bon calcul économique.

Tableau N° 03: Coûts estimés « non confinement » vs « confinement »

politique de « laisser faire »prudente	politique de confinement
880 000 décès	*(880 000-500000) décès*
consommation -7 % la première année.	consommation - 22 % la première année.

Source : Auteurs, d'après (COMBE, 2020)

À la fin du mois d'avril, près de 150 pays avaient fermé des écoles et ordonné l'annulation des événements, et plus de 80 avaient fermé tous les lieux de travail et les restrictions de voyage étaient très répandues (KOSE, et al., JUNE 2020, p. 135), malgré que ces mesures auront des coûts économiques drastiques dues à un choc inédit par sa nature, à la fois d'offre et de demande.

3-1 Chocs d'offre

Sur le plan national, avec le confinement plusieurs entreprises sont fermées ou tournent au ralenti, et plusieurs secteurs sont à l'arrêt. Sur le plan international, les approvisionnements de bon nombre d'entreprises ont été ralentis surtout par l'arrêt de l'économie chinoise, cette dernière étant l'un des

principaux fournisseurs mondiaux du fait de l'organisation mondiale des chaînes de valeur, tout cela fait déplacer la courbe d'offre globale vers la gauche. (Voir Fig N°1) . Du coté des prix leurs évolution dépendra de l'intensité des chocs, si le choc sur l'offre est grand les prix vont monter de P^* à P_1 (inflation) et par conséquent les quantités vont baisser de Q^* à Q_1, car un choc d'offre négatif augmente les coûts de production et réduit la quantité que les producteurs sont disposés à offrir pour tout niveau général des prix donné (KRUGMAN & WELLS, 2009).

Figure N°1 : Chocs d'offre

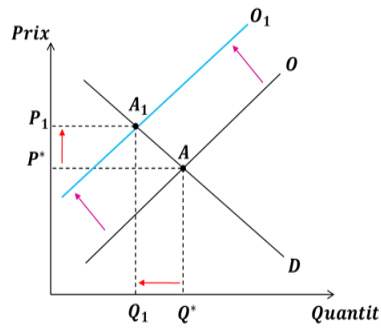
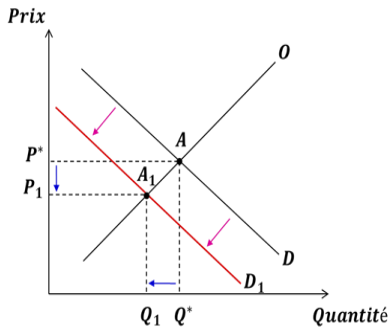


Figure N°2 : Chocs de demande



Source : (Généreux, 2014, pp. 106-112)

L'offre qui sera limitée par la réduction des matériaux, des capitaux et des intrants intermédiaires due à la perturbation des transports et de l'activité des autres entreprises, mais aussi à la réduction de la main-d'œuvre (infectée ou confinée) impacte négativement le PIB. Le tableau ci- dessous illustre ces variations selon les prévisions du FMI en 2020.

Tableau N°04: Evolution de la croissance dans le monde en 2020

Pays	Etats -Unis	Zone Euro	Japon	Chine	Royaume-Uni	Canada	Inde	Brésil
PIB % 2019	2,3	1,2	0,7	6,1	1,4	1,6	4,2	1,1
PIB % 2020	- 5,9	- 7,5	- 5,2	+ 1,2	- 6,5	- 6,2	+ 1,9	-5,3

Source : (FMI, Avril 2020)

Les simulations de la Cour des Comptes indiquent qu'une chute permanente du potentiel productif de trois points de PIB induite par le choc pandémique, se traduirait toutes choses égales par ailleurs, par un ratio de dette publique de quinze points plus élevé à l'horizon 2030. En d'autres termes, investir jusqu'à 5 milliards d'euros pour relever durablement le potentiel de croissance d'un milliard est à horizon de dix ans une opération positive pour les finances publiques (MARTIN, et al., 2020, p. 11).

3-2- Chocs de demande

Etant donné que beaucoup de salariés se sont retrouvés au chômage et les entreprises contraintes de réduire leurs investissements, ce choc de demande négatif a un aspect national (réduction de la consommation de certains biens et services) et un aspect international (les clients étrangers arrêtent d'acheter les produits nationaux ; une demande globale se rétrécit, et de ce fait la courbe se déplace vers la gauche, (voir Fig. N° 2 ci-dessus), si le choc sur la demande est très important, cela implique une diminution des prix de P^* à P_1, et les quantités échangées baissent de Q^* à Q_1 : situation qui traduit une récession.

Les trois plus grandes économies du monde, l'USA, la zone euro et la Chine, devraient connaître de fortes récessions économiques, et on ne s'attend pas à ce qu'aucune de ces trois économies revienne aux niveaux de production avant la pandémie à court terme, avant la fin de 2021, et étant donné qu'elles représentent ensemble près de la moitié du PIB mondial, cela implique d'importants retombées négatives pour les EMDe (emerging market and developing economies). On estime que si la croissance des trois grandes économies ralentissait simultanément de 1 %, la croissance des EMDE autres que la Chine serait inférieure de 1,3 % l'année suivante (KOSE, et al., JUNE 2020, p. 140). La diffusion de la crise s'est faite en cascade à travers les canaux d'interpénétration et d'interdépendance des

économies par les quels les difficultés économiques de certains pays ont pu se transmettre à d'autres.

3-3- Les coûts du confinement par secteur

Les secteurs les plus impactés par cette crise sont ceux qui sont habituellement relativement épargnés par les récessions économiques, et la manière dont la crise de la COVID-19 ébranle la structure sectorielle de l'économie ne ressemble à aucune des expériences de récession passées (OSOTIMEHIN & LALE, 2020), en effet, cette crise a fortement réduit la demande des secteurs qui produisent des services requérant la présence physique de leur clientèle, le transport aérien et l'Industrie du voyage sont sans conteste les secteur les plus touchés par les mesures du confinement qui ont porté un coup d'arrêt net et brutal à l'ensemble de l'activité, une crise sans précédent en peu de jours la quasi-totalité des vois a été supprimée, les aéroports fermés, la flotte mondiale immobilisée des milliers de salariés mis au chômage, et des compagnies aériennes se retrouvent en faillite alors que d'autre font appel à l'aide des Etats pour survivre.

Tableau N° 05: Impact immédiat du COVID-19 sur le transport aérien période allant de la mi-mars à fin mai 2020

Régions	Volume de transport en recul	Estimation des pertes potentielles en milliards USD
Asie-pacifique	-37%	88
Amérique du Nord	-27%	50
Europe	-46%	76
Moyen-Orient	-39%	19
Afrique Amérique du Sud	-32% -41%	4 15
Total marché	-38%	252

Source : (ATLAS MAGAZINE, 2020, p. 14)

Ces secteurs ne pourront retrouver les performances d'avant crise qu'a partir de 2023 /2024, selon le scénario le moins pessimiste présenté par l'IATA le

confinement entrainera (voir tableau N° 5) une perte de 252 milliards USD au secteur aérien- qu'on peut considérer comme coûts directes du confinement – ce montant ne tient pas compte du manque à gagner (lié à l'interruption de la chaine d'approvisionnement, à la fermeture des aéroports, à l'arrêt des activités des constructeurs d'aéronefs, des sociétés d'entretiens) ce dernier est estimé à 8,1 milliards USD rien que pour les compagnies aériennes africaines (ATLAS MAGAZINE, 2020, p. 14), ajoutant à ces coûts le coût de la faillite de plusieurs compagnies comme Virgin Australia, Latam, Aeromexico et d'autre en cours de déposer leurs bilans, (ATLAS MAGAZINE, 2020, p. 10).

Quant aux coûts indirectes du confinement de ce secteur on peut citer, au niveau mondiale le montant total des aides d'urgence sollicitées par les compagnies aériennes qui s'élève à 200 milliards USD, en plus des aides prévus pour les postes de travail supprimés, British Airways prévoit de supprimer un tiers de son effectif, Air Canada plus de la moitié de son effectif 20000 sur 38000, quant à Air France de 15à 20% de ses salaries (ATLAS MAGAZINE, 2020, p. 13). D'autre secteurs dont on peut estimer les coûts du confinement sont présentés ci-dessous :

Tableau N° 06 : Impact prévisionnel du Covid-19 à fin 2020

Secteur d'activité	Impact prévisionnel
Trafic mondial de passagers	-35 à 65% du nombre global de passagers, tout vols compris
Aéroport	-50% du trafic de passagers, perte estimée à 57% des recettes aéroportuaires de 2020, soit plus de 97 milliards USD.
Compagnies aériennes	Baisse du volume de transport (RPK) de 48% par rapport à 2019
Tourisme	Le manque à gagner de 910 à 1170 milliards USD
Commerce	Recul de 13 à 32% du volume mondiale de marchandises
Economie mondiale	Contraction prévisionnelle de 4% du PIB mondial

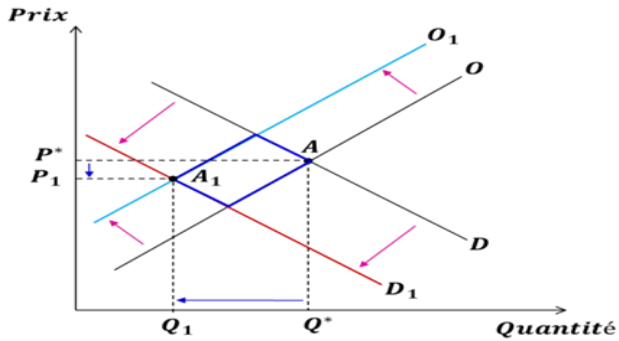
Source : (ATLAS MAGAZINE, 2020, p. 16)

Les retombées du confinement sont lourdes aussi sur le secteur d'assurance qu'on peut considérer comme un point de rencontre de tous les disfonctionnements : « Selon les estimations de Standard & Poor's, la pandémie du coronavirus coûte, au 30 juin 2020, entre 35 et 50 milliards USD aux assureurs et réassureurs. A eux seuls, les vingt premiers réassureurs subissent une perte de l'ordre de 12 milliards USD, soit environ 30% du montant total pour l'ensemble du marché, la majeure partie des pertes provient des risques, annulation d'événements majeurs, prêts immobiliers, crédit, perte d'exploitation et aviation. Selon l'agence de notation, la facture du Covid-19 devrait encore s'alourdir au cours des prochains mois. » (ATLAS MAGAZINE, 2020). L'OCDE estime que chaque mois de confinement coûtera 2% du PIB annuel, (OCDE, 2020, p. 17) tandis que l'INSEE l'estimé à un niveau de 3 % auquel il faut ajouter la lenteur de la reprise dans certains secteurs.

4- Les coûts de la relance

Le schéma ci-dessous illustre l'importance du déséquilibre causé par les deux chocs, et par conséquent l'importance des mesures à prendre pour répondre aux conséquences économiques de la crise sanitaire.

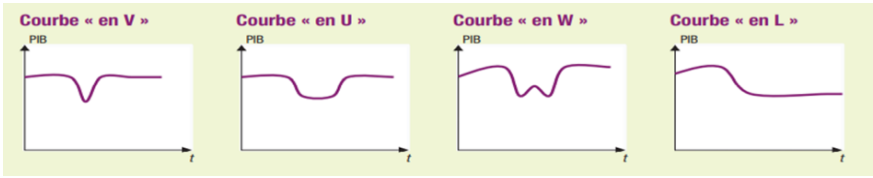
Figure N°3 : ampleur du double choc



Source :Etabli à partir de (Généreux, 2014, pp. 106-112)

Pour stopper la spirale récessionniste causée par le confinement, il faut repousser les deux courbes vers la situation d'équilibre en prenant des mesures ciblées et d'envergure sur les plans budgétaire, monétaire et financier, afin de reprendre l'activité économique, et vue l'incertitude qui règne plusieurs scénarios se dessinent (voir Fig4), à travers la courbe d'activité en phase de reprise par rapport au temps qui est déterminant pour les coûts de la relance.

Figure N° 04: Les scénarios de reprise économique



source : (BANQUE DE FRANCE, 2010, p. 32)

Ainsi, de manière schématique • une reprise « en V » correspond à une récession courte, avec un redémarrage rapide de l'activité ;

• une reprise « en U » correspond au contraire à une phase de récession plus durable, la reprise mettant plus de temps à se confirmer ;

• une reprise « en W » est une reprise de l'activité en deux temps, avec une première

phase de redressement suivie d'une rechute de l'activité, avant une deuxième reprise plus durable; on utilise également l'expression « double dip »;

• enfin, une courbe « en L », correspond à une absence de reprise. (BANQUE DE FRANCE, 2010, p. 33).

4-1- Politique monétaire

Afin d'atténuer les conséquences négatives sur l'activité économique, les Banques Centrales doivent mener des politiques monétaires expansionnistes qui sont :

4-1-1- Mesures conventionnelles (baisse des taux d'intérêt)

La réaction habituelle d'une banque centrale en réponse à une crise est de diminuer les taux d'intérêt, ce qui donne un soutien aux agents économiques endettés (ménages, entreprises, État...) et stimule le crédit, et par conséquent l'investissement et la consommation. Les banques centrales ont baissé leurs taux d'intérêt à un niveau le plus bas par crainte de pressions désinflationnistes causées par la baisse mondiale de la demande, surtout que beaucoup de pays n'arrivent pas à atteindre leur niveau d'inflation idéal (L'inflation jugée idéale selon la BCE qui considère la progression de l'inflation de l'ordre de 2 % par an est comme une cible optimale (D'ABBUNDO, 2019).

Tableau N°07 :Taux d'intérêt et taux d'inflation 2020

Pays	Etats- Unis	Russie	Canada	Japon	BCE
Taux directeurs	0%	4,25%	0,25 %	- 0,1%	0%
Taux d'inflation	2,73%	3,6 %	0,6%	0,7%	0,7%

Source : Etabli à partir des statistiques des différentes banques centrales

Tous les pays ont maintenu des taux d'intérêt faibles en raison du faible taux d'inflation qui peine à parvenir à 2%, sauf pour la Russie où elle se rapproche de

son objectif 4%, et les Etats- unis qui ont franchi le seuil de 2%.

Il semblerait que les pressions à la baisse sur les prix, dues à la diminution de la demande globale et à la baisse des prix du carburant, aient plus que compensé les éventuelles pressions à la hausse liées à l'augmentation des coûts dues aux ruptures d'approvisionnement.

4-1.2- Mesures non conventionnelles (rachats d'actifs financiers)

Les mesures non conventionnelles prennent la forme de mesures d'assouplissement de certaines normes de la politique monétaire conventionnelle, ou d'injections massives de liquidités dans le système financier, en effectuant des rachats d'actifs via les banques centrales, appelé assouplissement quantitatif

(ou QE). En rachetant des actifs, notamment des obligations d'État, la banque centrale fait baisser les taux et facilite le financement de la dette publique à moindre coût, à titre d'exemple la BCE a annoncé un plan colossal de rachat d'actifs (principalement des obligations d'État) appelé « Pandemic Emergency Purchase Programme (PEPP) ». Ce programme vise à racheter 750 milliards d'euros d'actifs d'ici la fin de l'année 2020, à travers ces rachats la BCE cherche à faire baisser les taux auxquels s'endettent les états. Ce montant s'ajoute aux achats déjà en cours à savoir 20 milliards d'euros /mois engagé depuis décembre, et aux 120 milliards d'euros annoncés le 12 mars (LE PARISIEN, 2020), alors qu'aux Etats-Unis, la banque fédérale a lancé le 15 Mars un programme d'achat de titres d'au moins 700 mds de dollars, dont 500 mds de titres

de dette du Trésor, et 200 milliards de MBS d'agences (créances hypothécaires) au cours des prochains mois (BOURSE DIRECT, 2020).

4-1-3 monnaie hélicoptère

Le concept de monnaie hélicoptère se rapporte à la distribution aux ménages ou aux entreprises de monnaie directement créée par la banque centrale, sans aucune contrepartie contrairement à ce qui se pratique lorsque cette dernière utilise la « planche à billets » pour financer le déficit public. Le Sénat américain semble néanmoins y adhérer, au vu de contrecarrer la récession liée à la pandémie. Un dispositif d'un montant de 2 000 milliards de dollars qui se matérialisera par l'octroi d'un chèque de 1 200 dollars à tous les contribuables gagnant moins de 75 000 dollars par an (LATRIBUNE, 2020).

4-2- Politique Budgétaire

La politique budgétaire consiste, pour un État, à utiliser sa capacité d'endettement pour soutenir son économie à travers : la baisse des impôts, les subvention, l'indemnité chômage, la garantie publique des crédits aux entreprises.

En France, le gouvernement a annoncé un plan de 45 milliards d'euros pour reporter les charges sociales et fiscales des entreprises, indemniser les PME (35 milliards d'euros) les plus touchées, ou encore financer le chômage partiel. De plus, pour éviter un blocage du crédit, l'État garantit 300 milliards de prêts aux entreprises (LE FIGARO, 2020). Aux États-Unis, un plan de 2 200 milliards de dollars a été voté, soit plus de 10 % du PIB américain et 50% de ses dépenses annuelles (ECOPERSPECTIVES, 2020, p. 4). L'actuelle pandémie a déjà donné lieu à une riposte budgétaire sans précédent, à hauteur de près de 11 000 milliards de dollars à travers le monde, ce qui donnerait un ratio de la dette publique mondiale au PIB de 101,5%, soit le plus haut niveau jamais observé (FMI, 2020).

La question qui se pose qui va rembourser cette dette ? Ces milliards « viennent

du futur », a résumé la Prix Nobel 2019 d'économie française Esther Duflo, « Les gouvernements peuvent emprunter aux générations futures sans difficulté ; ils

sont là pour ça. Les gouvernements vivent très longtemps, ils auront le temps de rembourser. » (LE MONDE, 2020).

Conclusion:

Gérer la crise Covid-19 ne peut se faire sans études approfondies de coût/ bénéfice de chaque mesure à prendre, nécessitant ainsi l'analyse et l'évaluation de ses coûts économiques très ambiguës, qu'on a classés en coûts médicaux, de confinement et de relance, Quoiqu'il soit prématuré de mesurer avec précision les conséquences d'une telle crise et par conséquent la pérennité de la reprise nous sommes parvenues aux résultats suivants :

- Que lutter contre la diffusion du virus par un confinement optimal n'est pas seulement une question morale, mais c'est aussi un bon calcul économique, malgré que chaque mois de confinement coûtera entre 2 et 3% du PIB annuel,

l'absence de confinement aurait eu un effet négatif plus important sur le long-terme : si la Chine avait introduit des mesures de quarantaine strictes trois semaines plus tôt, la diffusion mondiale de la pandémie aurait été réduite de 95%. Donc l'inaction de la Chine - ou autre Etat -a un coût à estimer.

- Certains coûts du confinement sont difficiles à évaluer ex : coût de laisser les entreprises faire faillite et recréer des entreprises similaires, le coût total du report ou de l'annulation d'un projet, coût de l'inaction...etc.

- Vu le caractère particulier de la crise, tous les états se sont retrouvés déstabilises et même confus, ce qui explique leur recours aux deux leviers de la politique économique en sortant l'artillerie lourde tant sur le plan monétaire que sur le plan budgétaire, et au vu des dernières évolutions conjoncturelles, l'action rapide et coûteuse des politiques économiques semble avoir permis d'éviter un scénario « en

— U » ou « en L » dans la crise actuelle, mais un risque de rechute de l'activité

— (scénario « en W ») n'est toutefois pas à écarter ;

— L'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'économie mondiale sera "prolongé" au vu de la nécessité de maintenir les mesures de prévention face à l'absence de signaux positifs dans la lutte contre le virus ;

— Les dégâts de la crise sanitaire actuelle devraient relativement être limités du fait de l'existence d'un dispositif mondial de sécurité financière plus solide, contrairement à la situation avant la crise financière de 2008-2009, actuellement les banques ont plus de fonds propres et sont assez liquides, elles sont donc plus résilientes ;

— S'il est encore un peu tôt pour établir le coût total du Covid-19, le coronavirus aura en revanche établit le prix que les Etats sont prêts à payer pour

sauver une année de vie humaine : 10 millions de francs pour certain ou « prix de la vie totale » pour d'autre égal à 9,3 millions de dollars ;

— Les intermédiaires financiers et les régulateurs auront besoin d'un système d'alerte précoce pour les crises futures, que ce soit le changement climatique ou les pandémies, et devront dorénavant prendre en compte le choc sanitaire dans la gestion des risques. Malgré tous les coûts engendrés par le virus nous soulevons tout de même quelques points positifs :

— Les efforts consentis pour préserver les vies humaines ;

— Les ménages disposent désormais d'un excès d'épargne important estimé à 55 milliards de dollars après huit semaines seulement de confinement ;

— Baisse de la pollution avec la fermeture de plusieurs usines en Chine et dans

le monde.

— Le développement de l'économie numérique (télétravail, vidéoconférences, bibliothèques ou enseignement en ligne, etc.) et certain secteur d'activité.

Bibliographie :

1-KibalaKuma. J. 2020. L'économiemondialefaceàlapandémiedelacovid-19:états des lieux analyse et perspective. Issue 02888395, pp. 1-51.

2-KOSE. A. OHNSORGE, F.,ARTERA , C. & DIEPPE , A., JUNE 2020. C H AP TE R 3 , Lasting Scars of the COVID-19 Pandemic. Dans: Global-Economic-Prospects.s.n., pp. 133-182.

3-OSOTIMEHIN.S. & LALE, E.2020. Des politiques sectorielles pour soutenir pour soutenir l'économie en contexte de pandémie. Perspectives, 14 08, Issue PE-42020PE, pp. 1-7.

4-ATLAS MAGAZINE, 2020. L'actualité de l'assurance dans le monde : Coronavirus : coût élevé pour les assureurs et réassureurs. 11 Septembre.

5-ATLAS MAGAZINE, 2020. Impact du Corona Virus sur le transport aérien. Juillet, Issue 173, pp. 10-16.

6-ATS, 2020. COVID: Coûts de 356 millions pour les hôpitaux. [En ligne] Available at: https://www.laliberte.ch/news-agence/detail/covid-couts-de-356-millions-pour-les-hopitaux-universitaires/568715 [Accès le 04 Septembre 2020].

7-BANQUE DE FRANCE, 2010. De la crise financiére à la crise économique. Documents et Débats, Janvier, Issue 3.
8-BOURSE DIRECT, 2020. Etats-Unis : la Fed va racheter des créances d'entreprises ![En ligne] Available at: https://www.boursedirect.fr/fr/actualites/categorie/economie/etats-unis-la-fed-va-racheter-des-creances-d-entreprises-boursier-3519f7208667f62fdd466626c4e878d05ba17f09 [Accès le 06 Septembre 2020].
9-COMBE, E., 2020. Lutte contre le Covid-19 : une analyse coût/bénéfice. [En ligne] Available at: https://www.lopinion.fr/edition/economie/lutte-contre-covid-19-analyse-cout/benefice-tribune-d-emmanuel-combe-215636 [Accès le 03 Septembre 2020].
10-D'ABBUNDO, A., 2019. Le mystère de l'inflation disparue. LA CROIX, 31 Juillet.
11-DESROSIERS, E., 2020. Analyse: Le prix du vaccin contre la COVID-19. [En ligne] Available at: https://www.ledevoir.com/economie/583765/analyse-le-prix-du-vaccin [Accès le 02 Septembre 2020].
12-DULLIEN, S.2011. Les coûts de la crise financière de 2008-09: les gouvernements payent l'addition. Affronter la finance, Issue 75, pp. 53-57.
13-ECOPERSPECTIVES, 2020. Etats-Unis: Etat d'urgence. 04 Juillet.
14- FMI, 2020. s.l.: s.n.
15-FMI, 2020. Des politiques budgétaires pour un monde en transformation. [En ligne] Available at: https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/07/10/blog-fiscal-policies-for-a-transformed-world [Accès le 05 Septembre 2020].
16-FMI, Avril 2020. Perspectives de L'économie Mondiale: Le Grand Confinement, s.l.: s.n.
17-GARDEAZABAL, J., 2020. The Conversation. [En ligne] Available at: https://atalayar. com /fr/content/les-coûts-économiques-incertains-du-coronavirus [Accès le 02 Septembre 2020].
18-JURUS, A., 2020. POINTS DE VUE: Quel est le coût du Covid-19?. [En ligne] Available at: https://www.allnews.ch/content/points-de-vue/quel-est-le-coût-du-covid-19 [Accès 04 /09/ 2020].
19-KRUGMAN, P. & WELLS, R., 2009. Macroéconomie. [En ligne] Available at: ttps://www.ac - orleanstours.fr/fileadmin/user_upload/ses/formation_concours/paf/af_13_14/documents_pour_diaporama_chocs_offre_demande.pdf
20-LE DUFF, R., 1999. Encyclopédie de la gestion et du managment. PARIS: DALLOS.
21-LE FIGARO, 2020. Coronavirus : le gouvernement détaille son plan d'aide aux entreprises. 18 Mars.
22-LE MONDE, 2020. Coronavirus : d'où viennent tous ces milliards des plans de relance ? 23 Avril.
23-LE PARISIEN, 2020. Coronavirus: La BCE débloque 750 milliards d'euros. 19 Mars.
24-MARTIN, P., PISANI, F. J. & RAGOT, X., 2020. Une stratégie économique face à la crise. Conseil d'analyse économique, Mars, Issue 57, pp. 1-12.

25-OCDE, 2020. L'impact territorial du Covid-19: gérer la crise entre niveaux de gouvernement, s.l.: s.n
26-PEARCE, D., ATKINSON, G. & MOURATOU, S., 2006. Analyse couts- bénéfices et environnement Développement Récents. OCDE éd. s.l.:s.n